L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 72. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 21 JUILLET 1872. 45me Année—Vol. XLV.

DUPOUR & LEBEL,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE MATIN, 21 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails, voir aux annonces.

Le Shérif, A midi, dans le vestibule de l'Hôtel de Ville, rue St Louis—Un terrain situé dans le quatrième District, dans cette ville borné par les rues Esplanade, Ste Anne, Bourbon et Dauphine. Par Hoffman, Mayler & Co., au No 46 de la rue Chartres — Meubles, argenterie, glaces étrangères et communes, tableaux et peintures, literie, rideaux, tapis, etc. Par Sistera Bros., au No 16 de la rue de Chartres — Une soulière et bouteilles ; chansonnes de Béranger ; congrès vénus.

ATTENTION!

Propriété améliorée de valeur à l'encan par le shérif.

Nous appelons l'attention publique à la vente enchères qui aura lieu demain, à midi, à la porte d'Orcan St-Louis, rue St-Louis, par le shérif du shérif, d'un terrain avec toutes les constructions et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Deuxième District de cette ville, rue des Esplanade, entre cette Dauphine et Ste Anne, et composé de terre située immédiatement dans le voisinage du terrain susdit et le détail, voir l'annonce.

L'unanimité du Juri.

Il est une chose véritablement remarquable que la ténacité avec laquelle le peuple américain, et porté en général à adopter les innovations et si progressif sous beaucoup de rapports, tient à certains usages et à certaines formes [illegible] vieillies et surannées. Il en vient [illegible] même, [illegible] tranchées qui auraient dû être, depuis longtemps mises de côté avec les perruques à queue et les sacs de laine. Elle détruit les avantages de l'institution, et elle [illegible] sont les anglais aux absurdités les plus révoltantes. Il fut, en effet, un temps où en Angleterre, pour amener les jurés à [illegible] d'accord, on les claquemurait sans leur donner ni à boire ni à manger. Il résultait qu'un seul individu, entêté, [illegible] qui avait l'estomac plus endurant que ses collègues, les amener à composition et faire admettre son opinion ou l'opinion unanime des douze jurés, mais [illegible] va pas jusque là, aujourd'hui. On [illegible] à manger et à boire aux jurés, mais [illegible] persiste dans la coutume barbare qui [illegible] à les enfermer pendant un on plusieurs jours, jusqu'à ce qu'il soit évident [illegible] que qu'ils ne pourront se mettre [illegible]

Depuis des années, nous prot stons contre [illegible] absurdité d'une pareille règle, qui a [illegible] encore en Angleterre par le chancelier [illegible] et qui, dans un pays comme [illegible] Unis, où la corruption se glisse [illegible] rend presque certain l'acquittement [illegible] de tout criminel qui a de l'argent. [illegible] n'avait, jusqu'à présent, trouvé aucun écho dans la presse américaine. Nous sommes heureux de voir que le dé [illegible] du juri dans l'affaire Stokes, vient [illegible] donner un allié influent, le *New Herald*.

[illegible] avoir constaté que le juri, après [illegible] été enfermé quarante-huit heures, [illegible] entendre, le *Herald* dit :

[illegible] pression que le jugement par juri, [illegible] est conduit à présent, est en train [illegible] ridicule, surtout l'expression de Lord [illegible] une mocquerie, une déception [illegible] attrape," gagne rapidement du terrain.

[illegible] système d'obtenir un verdict par la [illegible] nion, quelle que soit la forme que [illegible] la coercition, est *reprehensible*. Si [illegible] ent, à notre sens, obtenir un verdict [illegible] sur les preuves fournies, il faut [illegible] juri soit intelligent et choisi intelligemment, et il vient naturellement à [illegible] qu'il est désirable d'accepter un [illegible] basé sur l'opinion d'une MAJORITÉ [illegible] sidérable. Après un [illegible] laps de temps, la lutte, dans la [illegible] du juri, devient un combat entre [illegible] qui sont forts physiquement et [illegible] qui sont faibles physiquement.

Nous sommes heureux de constater l'adoption d'un journal aussi influent que le [illegible] des idées que nous n'avons cessé [illegible] de tenir. Notre confrère n'a fait, il est [illegible] indiquer la réforme ; mais il a [illegible] la question, et c'est déjà un grand fait. La constitution de la majorité [illegible] tiers à l'unanimité pour l'obtention [illegible] verdict ne suffit pas, sans doute, [illegible] prendre l'administration de la justice [illegible] de parfaite, mais c'est une des [illegible] principales écailler. Comme le [illegible] dit d'ailleurs, il faut avoir des [illegible] intelligents choisis d'une façon impartiale [illegible] on suppose un changement [illegible] dans le système adopté actuellement pour la formation de la liste du juri. [illegible] nous contenterons, pour aujourd'hui, d'enregistrer les opinions du *Herald*, réservant de revenir sur cette théorie, [illegible] été, plus d'une fois, l'objet de nos observations.

traité pour la libération du territoire français.

[illegible] produisons, à la quatrième page [illegible] le traité conclu par la France [illegible] Allemagne pour la libération du [illegible] territoire ainsi que l'exposé de motifs lu [illegible] l'Assemblée de Versailles par M. de Rémusat, ministre des affaires étrangères. [illegible] ument ont déjà paru dans notre [illegible] de vendredi, mais leur importance nous engage à les reproduire pour [illegible] de nos lecteurs à l'attention des [illegible] qui auraient dû être, depuis longtemps mise de côté avec les perruques à [illegible] et les sacs de laine. Elle détruit [illegible] avantages de l'institution, et elle [illegible] met les anglais aux absurdités les [illegible] révoltantes. Il fut, en effet, un temps [illegible] en Angleterre, pour amener les jurés à [illegible] d'accord, on les claquemurait [illegible] leur donner ni à boire ni à manger. [illegible] résultant qu'un seul individu, entêté, [illegible] qui avait l'estomac plus endurant [illegible] que ses collègues, les amener à composition et faire admettre son opinion ou [illegible] l'opinion unanime des douze jurés. [illegible] ne va pas jusque là, aujourd'hui. On [illegible] à manger et à boire aux jurés, mais [illegible] persiste dans la coutume barbare qui [illegible] à les enfermer pendant un on plusieurs jours, jusqu'à ce qu'il soit évident [illegible] que qu'ils ne pourront se mettre [illegible]

Depuis des années, nous prot stons contre [illegible] absurdité d'une pareille règle, qui a [illegible] encore en Angleterre par le chancelier [illegible] et qui, dans un pays comme [illegible] Unis, où la corruption se glisse [illegible] rend presque certain l'acquittement [illegible] de tout criminel qui a de l'argent. [illegible] n'avait, jusqu'à présent, trouvé aucun écho dans la presse américaine. Nous sommes heureux de voir que le dé [illegible] du juri dans l'affaire Stokes, vient [illegible] donner un allié influent, le *New Herald*.

[illegible] avoir constaté que le juri, après [illegible] été enfermé quarante-huit heures, [illegible] entendre, le *Herald* dit :

[illegible] pression que le jugement par juri, [illegible] est conduit à présent, est en train [illegible] ridicule, surtout l'expression de Lord [illegible] une mocquerie, une déception [illegible] attrape," gagne rapidement du terrain.

[illegible] système d'obtenir un verdict par la [illegible] nion, quelle que soit la forme que [illegible] la coercition, est *reprehensible*. Si [illegible] ent, à notre sens, obtenir un verdict [illegible] sur les preuves fournies, il faut [illegible] juri soit intelligent et choisi intelligemment, et il vient naturellement à [illegible] qu'il est désirable d'accepter un [illegible] basé sur l'opinion d'une MAJORITÉ [illegible] sidérable. Après un [illegible] laps de temps, la lutte, dans la [illegible] du juri, devient un combat entre [illegible] qui sont forts physiquement et [illegible] qui sont faibles physiquement.

Nous sommes heureux de constater l'adoption d'un journal aussi influent que le [illegible] des idées que nous n'avons cessé [illegible] de tenir. Notre confrère n'a fait, il est [illegible] indiquer la réforme ; mais il a [illegible] la question, et c'est déjà un grand fait. La constitution de la majorité [illegible] tiers à l'unanimité pour l'obtention [illegible] verdict ne suffit pas, sans doute, [illegible] prendre l'administration de la justice [illegible] de parfaite, mais c'est une des [illegible] principales écailler. Comme le [illegible] dit d'ailleurs, il faut avoir des [illegible] intelligents choisis d'une façon impartiale [illegible] on suppose un changement [illegible] dans le système adopté actuellement pour la formation de la liste du juri. [illegible] nous contenterons, pour aujourd'hui, d'enregistrer les opinions du *Herald*, réservant de revenir sur cette théorie, [illegible] été, plus d'une fois, l'objet de nos observations.

traité pour la libération du territoire français.

[illegible] produisons, à la quatrième page [illegible] le traité conclu par la France [illegible] Allemagne pour la libération du [illegible] territoire ainsi que l'exposé de motifs lu [illegible] l'Assemblée de Versailles par M. de Rémusat, ministre des affaires étrangères. [illegible] ument ont déjà paru dans notre [illegible] de vendredi, mais leur importance nous engage à les reproduire pour [illegible] de nos lecteurs à l'attention des [illegible] qui auraient échappé.

L'exposé fait par le ministre est tellement clair que nous croyons inutile d'y faire aucune explication. La disposition du traité qui a occasionné dans l'Assemblée un vif désappointement, [illegible] qui autorise l'Allemagne à continuer le même effectif de troupes d'occupation pour quatre et même deux départements que pour six. L'exposé, tout en [illegible] ignant le regret du gouvernement à [illegible] t, donne, néanmoins, l'espoir que [illegible] tre des troupes d'occupation diminuera et soutient que la diminution des [illegible] d'entretien suivra celle du nombre [illegible] des troupes entières.

[illegible] point important du traité, c'est [illegible] accordée à la France de hâter [illegible] libération partielle ou totale du territoire par des paiements anticipés. Des [illegible] avances reçues de tous côtés par le [illegible] ernement il est permis de conclure [illegible] les deux premiers milliards sur les [illegible] restant dûs pourront être, grâce à [illegible] point annoncé, versés dans un très [illegible] délai, de façon à libérer quatre départements au lieu de deux. Quant au [illegible] milliard le gouvernement se [illegible] pourvoir l'acquitter vers la fin de [illegible] commencement de 1874.

[illegible] ainsi, le traité accorde au gouvernement français une année de plus pour [illegible] ses obligations résultant du traité de Francfort, avec facilité pour la France, [illegible] seulement de ne pas profiter de ce délai [illegible] pour encore d'épuiser, par une panique [illegible] anticipé du restant de l'indemnité, [illegible] libération complète du territoire avant [illegible] du premier mars 1874, primitivement [illegible]

[illegible] gouvernement de M. Thiers a dû, [illegible] monument, faire pour le mieux, et à [illegible] prendre, le nouveau traité modifie le [illegible] de paix de Francfort à l'avantage de [illegible] France. Aussi l'Assemblée de Versailles [illegible] elle, dans sa séance du 6 juillet, [illegible] le traité dont il s'agit, à l'unanimité [illegible] moins quatre voix.

[illegible] fins de Fruits français. — Fraises [illegible] cerises et Groseilles, — venant d'être [illegible] directement de France par la maison [illegible] Reims, fus de la Vieille-Levée.

[illegible] Un bon préservatif vaut tous les [illegible] remèdes curatifs du monde. Voulez-vous [illegible] d'avoir les fièvres, prenez au petit [illegible] d'amer de CIRACO WANATA avant [illegible] repas et votre système s'en trouvera si bien qu'il pourra résgir contre tous [illegible] miasmes paludéens et autres qui occasionnent les fièvres.

[illegible] On trouvera un grand assortiment [illegible] macaronis, vermicelles, et autres pâtes [illegible] l'extrait de café à la grande fabrique [illegible] Nouvelle-Levée.

[illegible] Il y a amers et amers, on en fait [illegible] toute espèce de substances, plus ou [illegible] moins recommendables. Les plus sains [illegible] et les plus simples, ceux qui sont à base [illegible] de tafia. De ce nombre sont les amers de [illegible] CIACO WANATA fabriqués avec la substance du végétal qui porte ce nom.

TEMPERATURE.—20 juillet 1872.
Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	83	28
12 M.	93	33
3 P. M.	94	35
6 P. M.	88	31

Où trouve-t-on un assortiment complet de rangée de toute espèce ? A la grande fabrique de Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, Nos 131 et 133.

Revue des Journaux.

Le *Picayune* commence un long [illegible] nécessité de lever deux millions de dollars pour le chemin de fer [illegible] Shreveport. Il dit que le comité a rencontré [illegible] proposition contre toute mesure qui tendrait à augmenter les taxes de l'Etat et de la ville. Cette prescription, selon notre confrère, serait raisonnable, s'il n'y avait pas de changement à espérer dans notre condition, mais il traite cette supposition de pessimiste et il conclut à la nécessité d'une taxe imposée volontairement pour fournir les deux millions demandés. Que l'on conserve à la Nouvelle-Orléans, deux millions d'actions pour le chemin de fer de Shreveport, nous n'y faisons pas d'objection ; mais, nous ne voulons d'aucune taxe nouvelle, quel qu'en soit le prétexte. En tout cas, il convient d'attendre l'événement qui doit améliorer notre situation afin de savoir où nous en serons financièrement parlant, avant de contracter de nouveaux engagements.

Le *Times* a une facilité à manier le sophisme qui est réellement dangereuse. Son argumentation, qu'y changeant quelques mots, pourrait s'appliquer avec une grande force aux démocrates qui, en passant dans le camp de Warmoth, ont créé une division dans les rangs des conservateurs. Qu'en en juge :

Cet Etat dit le *Times*, est menacé d'un danger, contre lequel doivent se garder tous les bons citoyens, sur les questions nationales notre population est suffisamment sage si on peut prédire avec certitude que le vote de la Louisiane sera donné contre Grant et en faveur de Greeley. Mais sur les questions d'Etat, il y a indéniablement manque d'unanimité, spécialement à la Nouvelle-Orléans. C'est là le grand danger. Si ceux de nos citoyens qui, en novembre voteront pour Greeley, votaient aussi pour une honnête législature réformiste et des officiers d'Etat convenablement choisi, notre rédemption serait certaine.

Jusqu'ici c'est parfait, mais le *Times*, au lieu d'attribuer la division dans les rangs des partisans de Greeley aux intrigues de Warmoth et à la désertion d'un certain nombre de démocrates et de réformistes, rejette le mal sur les intrigues fédérales et sur le refus fait par les masses démocratiques et réformistes de suivre ceux qui ont trahi et déserté leur cause. Voici un paragraphe du *Times* qui s'appliquerait merveilleusement à ces déserteurs et qui n'est que ridiculement absurde, adressé à des hommes qui sont restés fidèles à leur drapeau.

Tous les instincts d'honneur, de patriotisme et de conservation ont pressé ces hommes de se joindre dans une grande alliance pour le salut de l'Etat aussi bien que pour celui de la nation ; et dans leur refus et dédain à la formation par laquelle ce refus a été accompagné, ils ont montré une ambition, etc.

Cette grande alliance dont parle le *Times*, ce n'est pas l'alliance conclue entre les deux grands partis de la démocratie et de la réforme ; ce n'est pas l'alliance avec Warmoth et Pinchback ; ce n'est pas l'entreprise dont il parle, ce ne sont pas les ex-membres des conventions démocrate et réformiste qui ont passé à l'ennemi le plus acharné de la Louisiane ; non, suivant le *Times*, ce sont ceux qui sont restés fidèles à la cause de la réforme et aux résolutions par lesquelles toute coalition avec la faction corrompue de Warmoth a été repoussée.

C'est de la logique à l'envers. Il y a rivalité, sous ce rapport, entre le *Times* et le *Republican*, auquel nous n'emprunterons qu'une phrase.

Le mouvement libéral signifie que le peuple américain est sur le point de prendre charge de ses propres affaires dans cet Etat.

Que vous en semble, lecteurs ? Depuis quatre ans nos affaires sont dans les mains de Warmoth, et c'est l'organe de Warmoth et du parti libéral qui nous fournit cette précieuse assertion dont nous acceptons l'augure. Oui, le peuple prendra charge de ses affaires en novembre et les retirera des mains indignes et viles qui les ont si bien compromises depuis quatre ans.

Le *National Republican* accepte la question de la lutte présidentielle telle qu'elle est posée par le *Courier-Journal* de Louisville et qui prononce pour la centralisation du pouvoir entre les mains de Grant contre le parti de la souveraineté des Etats, limitée par le pacte constitutionnel, parti que représente Greeley. En faveur de sa cause notre confrère cite l'unification de l'Allemagne. Est-ce qu'il voudrait l'établissement de l'Empire à la place de la République ? C'est grave.

EXCURSION SUR LE FLEUVE. — Dimanche, 21 du courant, le beau steamer, à basse pression, *Frances*, partira de son wharf, devant la rue Calliope, pour une excursion de 30 milles en amont du fleuve. Un train partira de la rue du Canal, sur la Levée, à 2 heures de l'après-midi, pour transporter les passagers qui auraient *Frances*. Un serpent de retour en ville à 7 heures 30 m. de l'après-midi. Prix de la course 50 cents.

☞ Les souscriptions au capital-actions de la Banque des Travailleurs (Workingmen's Accumulation Bank) ont été si libérales, que les organisateurs ont décidé l'ouverture de cette institution pour le 1er août prochain. Le local choisi est au No 6 de la rue du Camp ; c'est un point central qui ne peut que satisfaire les actionnaires des différents Districts.

Nous sommes heureux de voir le succès de cette entreprise qui est destinée à devenir une des plus populaires qui aient été lancées dans notre ville.

Des livres de souscription sont ouverts aux endroits suivants : P. E. Roman, 73, rue de Chartres ; A. Walz, 26, rue Conti, et D. Pochelu, 69, rue du Canal.

LES 30 ES CANICULAIRES.—Nous approchons de la canicule et il est bon de fortifier le système contre l'influence de cette période malsaine. Les amers de GUACO WANATA ne sont pas seulement un excellent apéritif, ils aident encore puissamment à l'assimilation des aliments ; leur emploi est donc très salutaire à cette époque de l'année.

☞ Les acheteurs de la campagne et de la ville trouveront, au plus bas prix du marché, tous les articles se rattachant au commerce de confiserie, chez Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, Nos. 131 et 133

— On lit dans le *Figaro* :

Afin de donner à la monarchie ce qu'on appelle entre députés de la gauche le coup du lapin, on a supprimé le musée des souverains ; en effet, à quoi bon conserver le souvenir de ces exemplaires qui s'appelaient Charlemagne, François Ier, Henri IV, Louis XIV et Napoléon ?

Rien, mieux que conserver ces vitrines aux reliques des grands républicains ; c'est ainsi que le dimanche et pendant les vacances, la jeunesse républicaine puisera aux immortels principes dans la contemplation des objets historiques que voici :

Le premier devis de la machine inventée par M. Guillotin, avec dédicace ainsi conçue : *A la mère patrie !*

Une boule de la vraie eau du bain de Marat.

Un pavé de la barricade Saint-Merry.

Le vêtement par où a passé Ledru-Rollin en fuite.

Une bûche entièrement neuve, provenant des ateliers nationaux.

Une cigarette camphrée de Raspail.

La jolie balle régicide perdue par Félix Pyat à la première répétition.

Un litre de pétrole provenant du couvent des petites sœurs de Belleville.

Une lame de Jules Favre, avec certificat autographe de M. de Bismarck.

Une jolie vieille bride d'ambassadeur donnée par M. Jules Ferry.

Un œil de verre, offert par M. Gambetta.

Un képi sans numéro, un exemplaire de l'ode sur la naissance du duc de Bordeaux, une page de l'ode à la Colonne, un tout provenant du prince donataire.

Et enfin :

Une jolie paire de lunettes offerte par un illustre républicain.

Si avec cela la République ne régénère pas la France, il faudra décidément y renoncer.

LE MASQUE DE FER.

SIROPS DE FRUITS.—Ces sirops qui sont fabriqués par la maison G. W. Dunbar & Son, dont un arôme tiré uniquement du jus de fruits et ont obtenu les premiers prix à la dernière foire. Aussi, leur supériorité commence-t-elle à être reconnue sur le marché et parmi les consommateurs qui les recherchent, mais, bien que la demande soit tous les jours plus active, les prix n'en sont pas changés, et la maison Dunbar annonce aujourd'hui qu'elle ôdera ses sirops aux épiceries aux prix de fabrique.

MACHINE A COUDRE DE GROVER & BAKER—Avec des plastres complétés, et ainsi ménères par mois, pendant les trois mois subséquents, on peut se procurer une de ces excellentes machines à coudre de Grover & Baker qui est donné tant de satisfaction aux familles.

Chronique de la Louisiane.

Le *Louisiana Farmer* et le *Southern Standard* publient tous les deux, en tête de leurs colonnes, la liste de fusion de l'Etat, et dénoncent énergiquement toute alliance avec Warmoth et Pinchback. Les deux journaux [illegible] il parle, ce ne sont pas les ex-membres des conventions démocrate et réformiste qui ont passé à l'ennemi le plus acharné de la Louisiane ; non, suivant le *Times*, ce sont ceux qui sont restés fidèles à la cause de la réforme et aux résolutions par lesquelles toute coalition avec la faction corrompue de Warmoth a été repoussée.

C'est de la logique à l'envers. Il y a rivalité, sous ce rapport, entre le *Times* et le *Republican*, auquel nous n'emprunterons qu'une phrase.

Le mouvement libéral signifie que le peuple américain est sur le point de prendre charge de ses propres affaires dans cet Etat.

Que vous en semble, lecteurs ? Depuis quatre ans nos affaires sont dans les mains de Warmoth, et c'est l'organe de Warmoth et du parti libéral qui nous fournit cette précieuse assertion dont nous acceptons l'augure. Oui, le peuple prendra charge de ses affaires en novembre et les retirera des mains indignes et viles qui les ont si bien compromises depuis quatre ans.

Le *National Republican* accepte la question de la lutte présidentielle telle qu'elle est posée par le *Courier-Journal* de Louisville et qui prononce pour la centralisation du pouvoir entre les mains de Grant contre le parti de la souveraineté des Etats, limitée par le pacte constitutionnel, parti que représente Greeley. En faveur de sa cause notre confrère cite l'unification de l'Allemagne. Est-ce qu'il voudrait l'établissement de l'Empire à la place de la République ? C'est grave.

EXCURSION SUR LE FLEUVE. — Dimanche, 21 du courant, le beau steamer, à basse pression, *Frances*, partira de son wharf, devant la rue Calliope, pour une excursion de 30 milles en amont du fleuve. Un train partira de la rue du Canal, sur la Levée, à 2 heures de l'après-midi, pour transporter les passagers qui auraient *Frances*. Un serpent de retour en ville à 7 heures 30 m. de l'après-midi. Prix de la course 50 cents.

☞ Les souscriptions au capital-actions de la Banque des Travailleurs (Workingmen's Accumulation Bank) ont été si libérales, que les organisateurs ont décidé l'ouverture de cette institution pour le 1er août prochain. Le local choisi est au No 6 de la rue du Camp ; c'est un point central qui ne peut que satisfaire les actionnaires des différents Districts.

Nous sommes heureux de voir le succès de cette entreprise qui est destinée à devenir une des plus populaires qui aient été lancées dans notre ville.

Des livres de souscription sont ouverts aux endroits suivants : P. E. Roman, 73, rue de Chartres ; A. Walz, 26, rue Conti, et D. Pochelu, 69, rue du Canal.

LES 30 ES CANICULAIRES.—Nous approchons de la canicule et il est bon de fortifier le système contre l'influence de cette période malsaine. Les amers de GUACO WANATA ne sont pas seulement un excellent apéritif, ils aident encore puissamment à l'assimilation des aliments ; leur emploi est donc très salutaire à cette époque de l'année.

☞ Les acheteurs de la campagne et de la ville trouveront, au plus bas prix du marché, tous les articles se rattachant au commerce de confiserie, chez Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, Nos. 131 et 133

— On lit dans le *Figaro* :

Afin de donner à la monarchie ce qu'on appelle entre députés de la gauche le coup du lapin, on a supprimé le musée des souverains ; en effet, à quoi bon conserver le souvenir de ces exemplaires qui s'appelaient Charlemagne, François Ier, Henri IV, Louis XIV et Napoléon ?

Rien, mieux que conserver ces vitrines aux reliques des grands républicains ; c'est ainsi que le dimanche et pendant les vacances, la jeunesse républicaine puisera aux immortels principes dans la contemplation des objets historiques que voici :

Le premier devis de la machine inventée par M. Guillotin, avec dédicace ainsi conçue : *A la mère patrie !*

Une boule de la vraie eau du bain de Marat.

Un pavé de la barricade Saint-Merry.

Le vêtement par où a passé Ledru-Rollin en fuite.

Une bûche entièrement neuve, provenant des ateliers nationaux.

Une cigarette camphrée de Raspail.

La jolie balle régicide perdue par Félix Pyat à la première répétition.

Un litre de pétrole provenant du couvent des petites sœurs de Belleville.

Une lame de Jules Favre, avec certificat autographe de M. de Bismarck.

Une jolie vieille bride d'ambassadeur donnée par M. Jules Ferry.

Un œil de verre, offert par M. Gambetta.

Un képi sans numéro, un exemplaire de l'ode sur la naissance du duc de Bordeaux, une page de l'ode à la Colonne, un tout provenant du prince donataire.

Et enfin :

Une jolie paire de lunettes offerte par un illustre républicain.

Si avec cela la République ne régénère pas la France, il faudra décidément y renoncer.

LE MASQUE DE FER.

SIROPS DE FRUITS.—Ces sirops qui sont fabriqués par la maison G. W. Dunbar & Son, dont un arôme tiré uniquement du jus de fruits et ont obtenu les premiers prix à la dernière foire. Aussi, leur supériorité commence-t-elle à être reconnue sur le marché et parmi les consommateurs qui les recherchent, mais, bien que la demande soit tous les jours plus active, les prix n'en sont pas changés, et la maison Dunbar annonce aujourd'hui qu'elle ôdera ses sirops aux épiceries aux prix de fabrique.

MACHINE A COUDRE DE GROVER & BAKER—Avec des plastres complétés, et ainsi ménères par mois, pendant les trois mois subséquents, on peut se procurer une de ces excellentes machines à coudre de Grover & Baker qui est donné tant de satisfaction aux familles.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Grande nouvelle, et des plus intéressantes!

La première balle de coton nouvelle est arrivée sur notre marché le 18 juillet. Elle a été récoltée par la plantation de Mme veuve Hannibal, dans la paroisse de Dallas, Texas, et vendue par la maison Focke et Wilkins, de Galveston, à la maison Richard & Hawkins, de la même ville, qui l'ont expédiée à la Nouvelle-Orléans, en consignation à MM. Patterson & Co. Cette balle, vendue à Galveston à raison de 26 cents la livre, a rapporté $635 en greenbacks. De plus, elle a obtenu la prime d'encouragement donnée par les facteurs de Galveston, soit $600 ; et elle obtiendra probablement aussi celle de $500, qui est offerte par le "Cotton Exchange" de New York.

Cette première balle a été suivie de près par plusieurs autres.

Le steamer *J. C. Harris*, de Brazos Santiago, en a apporté une, provenant de la plantation de M. J. L. Hymes, située sur les bords du Rio Grande. Elle est consignée à la maison H. S. Woodhouse de notre ville.

Une autre balle a passé hier, par la Nlle-Orléans, à destination de St-Louis, arrivant de Galveston, via Brashear City, par le chemin de fer de Morgan. Les expéditeurs sont MM. Stowe & Co., de Galveston, et les destinataires MM. Alfred Vial, de St-Louis.

Le Texas n'a battu la Louisiane que d'une longueur de tête. Le steamer *Big Hiver*, capitaine Blanks, qui a mouillé, hier matin, dans notre port, avait à bord deux balles de coton nouveau récoltées sur la plantation Espérance, située dans les environs de Columbia, sur les bords de l'Ouachita, et qui appartient à M. Wm. Young. Ces deux balles ont été consignées à MM. Levy et Haas de cette place.

On trouvera dans le [illegible] suivant la date d'arrivée du premier coton nouveau sur le marché de la Nouvelle-Orléans, depuis l'année 1849. En regard de l'année 1873, la date reste en blanc, et pour cause.

Août	1849	7	Août	1861	11
"	1850	11	"	1862	
Juillet	1851	25	Sept.	1863	7
Août	1852	9	Août	1864	14
"	1853	3	"	1865	31
Juillet	1854	25	"	1866	7
"	1855	30	"	1867	15
"	1856	15	"	1868	10
Août	1857	13	"	1869	3
Juillet	1858	25	Juillet	1870	22
"	1859	28	"	1871	27
"	1860	5	"	1872	18

PREMIER COUR DE DISTRICT.—L'affaire du vol commis au préjudice de la maison Rochereau occupera bien des sessions de la Première Cour de District, si les choses continuent à marcher du train où elles vont. Elle a été appelée hier ; mais le jury n'a pas été encore définitivement constitué. A midi, on n'avait trouvé que quatre jurés, MM. F. Windels, H. Dallman, Chas. Dartye, M. M. Clair, John Monsted, M. Hernandez, Jr., J. R. Bensel, E. Piesitin, John Murphy.

Le député shérif ayant alors informé la cour que les listes du jury étaient épuisées, le juge Abell lui a enjoint de compléter sans retard le nombre de jurés requis par la loi.

Les députés constables Brown et Evans, de la 6ème Cour de Justice de Paix, s'étant présentés au domicile de M. John Goodier, 50 rue Sixième, pour exécuter un ordre de saisie dont ils étaient porteurs, M. John Goodier les a reçus d'assez mauvaise humeur. Après quelques paroles échangées avec les constables, M. Goodier a exhibé un pistolet. Les officiers municipaux, avec leur sang-froid habituel, se sont retirés, mais ont trouvé à quelques instants après avec un officier de police. Que s'est-il passé alors ? Cela nous est difficile à dire, attendu que le rapport de police est muet à cet égard. Mais ce qui est certain, c'est que la scène a eu pour dénouement un coup de pistolet reçu par M. Goodier. Le député constable le poursuivait alors dans la maison H. S. Woodhouse de notre ville.

Une autre balle a passé hier, par la Nlle-Orléans, à destination de St-Louis, arrivant de Galveston, via Brashear City, par le chemin de fer de Morgan. Les expéditeurs sont MM. Stowe & Co., de Galveston, et les destinataires MM. Alfred Vial, de St-Louis.

Le Texas n'a battu la Louisiane que d'une longueur de tête. Le steamer *Big Hiver*, capitaine Blanks, qui a mouillé, hier matin, dans notre port, avait à bord deux balles de coton nouveau récoltées sur la plantation Espérance, située dans les environs de Columbia, sur les bords de l'Ouachita, et qui appartient à M. Wm. Young. Ces deux balles ont été consignées à MM. Levy et Haas de cette place.

On trouvera dans le [illegible] suivant la date d'arrivée du premier coton nouveau sur le marché de la Nouvelle-Orléans, depuis l'année 1849. En regard de l'année 1873, la date reste en blanc, et pour cause.

Août	1849	7	Août	1861	11
"	1850	11	"	1862	
Juillet	1851	25	Sept.	1863	7
Août	1852	9	Août	1864	14
"	1853	3	"	1865	31
Juillet	1854	25	"	1866	7
"	1855	30	"	1867	15
"	1856	15	"	1868	10
Août	1857	13	"	1869	3
Juillet	1858	25	Juillet	1870	22
"	1859	28	"	1871	27
"	1860	5	"	1872	18

PREMIER COUR DE DISTRICT.—L'affaire du vol commis au préjudice de la maison Rochereau occupera bien des sessions de la Première Cour de District, si les choses continuent à marcher du train où elles vont. Elle a été appelée hier ; mais le jury n'a pas été encore définitivement constitué. A midi, on n'avait trouvé que quatre jurés, MM. F. Windels, H. Dallman, Chas. Dartye, M. M. Clair, John Monsted, M. Hernandez, Jr., J. R. Bensel, E. Piesitin, John Murphy.

Le député shérif ayant alors informé la cour que les listes du jury étaient épuisées, le juge Abell lui a enjoint de compléter sans retard le nombre de jurés requis par la loi.

Les députés constables Brown et Evans, de la 6ème Cour de Justice de Paix, s'étant présentés au domicile de M. John Goodier, 50 rue Sixième, pour exécuter un ordre de saisie dont ils étaient porteurs, M. John Goodier les a reçus d'assez mauvaise humeur. Après quelques paroles échangées avec les constables, M. Goodier a exhibé un pistolet. Les officiers municipaux, avec leur sang-froid habituel, se sont retirés, mais ont trouvé à quelques instants après avec un officier de police. Que s'est-il passé alors ? Cela nous est difficile à dire, attendu que le rapport de police est muet à cet égard. Mais ce qui est certain, c'est que la scène a eu pour dénouement un coup de pistolet reçu par M. Goodier. Le député constable le poursuivait alors dans la maison H. S. Woodhouse de notre ville.

DÉPÊCHES :

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

EUROPE.

La Chambre en Russie.

Londres, 19 juil.—La chambre abandonne graduellement la portion Est des provinces de l'ancien empire et gagne les provinces de l'Ouest. Dans la ville de Moscou surtout, on fait de grands ravages, sur dix personnes atteintes, huit meurent presque toujours. Une panique générale s'est emparée des habitants ; cette ville, un million de personnes, a quarante-huit heures d'avance sur l'autre Etats. Il y a eu peu de cas à Saint-Petersbourg. Les autorités prennent les plus grandes précautions pour empêcher toute communication entre la capitale et les provinces infectées.

Les cheminots du chemin de Woolwich sont entrés en grève.

L'Assemblée de Genève.

Genève, 20 juillet.—Le tribunal travaille toujours à huis-clos et garde le secret sur ses délibérations. On croit surtout éviter les indiscrétions de la presse qui se soustrairait à son influence. Dorénavant, le tribunal tiendra cinq séances par semaine et chômera le samedi et le dimanche.

L'Attentat contre Louis Napoléon

Madrid, 20 juillet.—L'interrogatoire des deux assassins développe le fait que l'attaque contre le roi et la reine était partie d'une conspiration organisée, fort étendue dans ses ramifications et supplément pourvue de moyens pécuniaires.

Ovation faite au Roi Amédée et à sa femme à Rome.

Madrid, 20 juillet.—Le roi et la reine reçoivent de toutes les parties du pays des adresses de félicitations exprimant la joie des populations, de ce qu'ils ont échappé sans encombre et déclarant leur loyauté et leur attachement à la dynastie du roi électif et à la Constitution de l'Espagne.

Hier, dans l'après-midi, Leurs Majestés ont fait dans la ville une promenade en voiture découverte, et leur marche a été une immense ovation. Le roi et la reine ont été acclamés partout et applaudis par la population entière. Des milliers de citoyens ont escorté leur voiture jusqu'au palais.

Accident de chemin de fer.

Paris, 20.—L'Assemblée a adopté 46 paragraphes de la loi sur le nouveau tarif. On a procédé à l'Assemblée des élections pour un agrandissement de 4 août au 15 novembre.

Le train de la malle entre Malhouse et Paris a déraillé près de Belfort aujourd'hui. Un du chauffeur et le chauffeur ont été tués, mais il paraît que les voyageurs n'ont point eu de mal, puisqu'on n'en parle pas.

WASHINGTON.

Conjecture sur le Vote de la Caroline du Nord.

Washington, 20 juillet.—Le secrétaire Boutwell est un des hommes influents du Nord. Il dit que les hommes influents permettent de 10,000 à 15,000 voix de majorité républicaine dans cet Etat.

Le président Grant arrivera demain pour quelques jours, dit-on, à une discussion sur la question indienne où l'on s'achera de faire adopter par le congrès la politique du Commissaire indien.

Observations Météorologiques.

Les probabilités annoncent pour demain, de la Louisiane à la Floride, le même temps à peu près qu'hier.

DIVERS.

Procès en matière d'intimidation politique.

Raleigh, 20.—Le commissaire des Etats-Unis a fait un défaut dans l'affaire des Etats-Unis contre Shandrach et autres (couleur) pour intimidation politique. Ils avoir tenté d'intimider 35 électeurs républicains à la clôture des droits politiques. Shadrach a été renvoyé, sous caution, à la Cour de circuit des Etats-Unis.

Mark Jones, couleur, un des conspirateurs qui ont assassiné S. G. Crosse, marshal de Caroline du Nord, à la convention de Greeley et Brown, a été aussi jugé aujourd'hui, par Cartwright. Le commissaire Reid a donné une [illegible] de $1,000 à requis de Jones une caution de $1,000. Un des cas que les premiers sont encore plus forts contre les autres affaires qui seront jugées lundi.

Enquête sur le Province Mexicaine.

Brownsville, 20 juillet.—Les commissaires colonel Thos. P. Robb, Fabius T. Stanley, et Jas. Wm. Fiske, nommés, en vertu d'un acte récent du Congrès, pour faire une enquête sur l'[illegible] dépréditions commises à la frontière, sont arrivés ici aujourd'hui et ont été bien accueillis